

La Mauritanie bénéficie d'une crédibilité sans commune mesure auprès des investisseurs étrangers

Déclare le ministre de l'Industrie et des Mines

Le ministre de l'Industrie et des Mines, M. Zeidane Ould Hmeida a effectué récemment une mission à Washington où il a négocié entre autres sujets, la 2ème phase du Projet de renforcement Institutionnel du secteur minier. Dans un entretien exclusif à l'Agence Mauritanienne d'Information (AMI), le ministre expose les résultats de sa mission, mais aussi, fait la lumière sur la situation du secteur des mines en général, des efforts déployés, des objectifs déjà réalisés et des perspectives.

Question: Vous rentrez d'une mission à Washington où vous avez négocié la 2ème phase du Projet de renforcement institutionnel du secteur minier. Voulez-vous d'abord Monsieur le Ministre, présenter brièvement la première phase de ce projet?

Réponse: Je vous remercie de m'offrir cette occasion, que je saisis pour éclairer le lecteur sur la première phase du projet de renforcement institutionnel du secteur minier. Mais avant cela, je voudrais faire un rappel historique de la cartographie dans le pays. En effet, la Mauritanie dispose depuis les années 60 d'une carte au 1/1.000.000 qui est très peu précise et qui n'aide pas suffisamment les opérateurs et les investisseurs à s'intéresser à notre pays. La première phase de ce projet s'est donc fixé plusieurs objectifs, dont celui de ramener l'échelle de la carte au 1.500.000 qui sera atteint dans quelques mois, peut-être vers la fin

disposer de données susceptibles d'intéresser les investisseurs, notamment les opérateurs exerçant dans le domaine des minéraux, des métaux précieux et métaux de base. Je réaffirme que de telles informations sont plus que fondamentales. Cette première phase visait également à mettre en place:

- un certain nombre de systèmes d'informations, particulièrement un cadastre, c'est-à-dire un registre de tous les titres miniers de la République, ce qui a été fait;
- un embryon de ce qu'on espère demain être une grande institution des informations géologiques et minières du pays (SIGM);
- une autre institution qui gérerait les problèmes de l'environnement, en d'autres termes, la gestion des informations environnementales (SIGE).

Ces objectifs ont été globalement atteints à la fin du projet et dans de très bonnes conditions.

Malgré les difficultés rencontrées

Avec sa législation et ses institutions en matière de recherche et d'exploitation minière, la Mauritanie se trouve être l'un des pays les plus attractifs de la sous-région

de l'année. Un autre objectif consistait à opérer une couverture géophysique sur une superficie de 170.000 km² pour l'acquisition de plus de 370.000 kilomètres linéaires avec un espacement de 0,5 à 1 km ainsi qu'une cartographie géologique au 1/200.000 des zones à fort potentiel métallogénique (32 cartes), autrement dit,

en 2001, je peux assurer que le projet se porte aujourd'hui très bien. Il convient quand même de citer le contexte qui a permis ces performances.

Ces résultats n'auraient pas pu être obtenus sans cette sécurité et cette stabilité politique dont jouit le pays. Et ce sont là des aspects auxquels les investisseurs sont particu-

lièrement sensibles aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur. Les opérateurs qui cherchent les meilleurs placements à leur argent ne l'investiront que dans un endroit sûr, c'est pour cette raison que la Mauritanie est aujourd'hui considérée comme un exemple en matière de sécurité des personnes et des biens, et je pense que nous sommes souvent cités à plus d'un titre avec les qualificatifs mérités sur ce plan. Il y a lieu aussi de dire que l'Etat mauritanien a impulsé toute cette tendance par le lancement d'une convention minière-type convenue avec nos partenaires au développement, particulièrement la Banque Mondiale, et qui a réuni des conditions très favorables et a éclairci, avec toute la bonne gouvernance et toute la transparence qu'il faut, les différents points relatifs à la recherche et à l'exploitation minière de façon générale dans notre pays. On se retrouve aujourd'hui parmi les Etats dont la législation, d'une part, et les institutions mises en place, d'autre part, en font l'un des pays les plus attractifs de la sous-région.

A la fin de la première phase du Projet, la satisfaction de la Banque Mondiale était donc totale aussi bien sur le plan de la confiance que sur celui des réalisations. En effet, malgré beaucoup de réticences il y a 2 ans, la Banque Mondiale est aujourd'hui plus que satisfaite, et c'est pour cette raison que je dirais qu'elle a ouvert véritablement ses portes à l'Etat Mauritanien pour soutenir notre politique de développement et de recherche minière. Tout ce que nous avons demandé a été accepté par cette institution qui, au-delà de ceci, nous a accompagné dans le volet social du développement minier de tout le pays, y compris les études environnementales, la réflexion pour l'insertion des populations avoisinant les sites miniers ou déplacés par ceux-ci. Il faut à ce sujet que je saisisse l'oc-

réunir le 12 juin prochain afin d'avaliser l'accord portant sur ce montant, ouvrant la voie à sa ratification par l'Etat Mauritanien. Les 9 millions restants sont répartis entre la Banque Islamique de Développement, la Coopération japonaise et l'Etat mauritanien. La durée de cette phase est de 5 ans.

Je tiens ici à préciser, encore une fois, ce que nous avons ressenti, c'est à dire la détermination de la Banque Mondiale à aller avec l'Etat Mauritanien. Plus d'une fois en effet, elle réitère le mérite du gouvernement mauritanien et le sérieux du travail qu'il a fait. Nous sommes, il est vrai, cités en exemple dans la sous-région, mais il n'en demeure pas moins qu'il faut déployer des efforts considérables pour maintenir ce niveau de performance, même si la tâche n'est pas aisée. Surtout si l'on se rappelle qu'en 2001, la Banque s'était beaucoup inquiétée à notre sujet, avant d'apprécier notre action et de reconnaître notre succès.

La deuxième phase consiste à compléter certaines parties du territoire au Nord qui n'ont pas été couvertes par la cartographie et la géophysique, mais elle sera essentiellement concentrée sur la partie sud du pays et la partie des Mauritanides, autrement dit, l'axe Akjoujt-Rosso-Kaédi. La géophysique aura la part du lion de cette phase, même si la formation, elle aussi, occupe une place prépondérante, tout comme la promotion minière qui ne figurait pas dans la première phase.

Par rapport à la première phase du projet, on peut dire que la deuxième comprend un volet formation important pour assurer un suivi régulier des inspections des activités minières, un volet social important, un volet promotion minière important et le volet Géophysique du Sud et du Sud-Est.



long travail.

Il y a également le dossier de l'or que nous traitons avec d'autres partenaires canadiens et australiens. Mais j'espère qu'en deux à trois ans, on aura des chances réelles de voir quelque chose de nouveau émerger. Peut-être en novembre prochain nous pourrions être plus précis sur ce point. L'essentiel, c'est qu'il y a de l'activité et qu'il y a de la pression que le gouvernement met pour que les opérateurs travaillent dans de très bonnes conditions, dans la pleine confiance et pour qu'ils aboutissent très vite à des résultats concrets.

Question: Monsieur le ministre, vous avez évoqué plus haut le climat de sécurité et de stabilité dans le pays. Ne pensez-vous pas que les citoyens ont un rôle important à jouer sur ce plan?

Réponse: Je réitère encore une fois que l'environnement de l'investissement en Mauritanie est actuellement très bien perçu de l'extérieur, et plusieurs opérateurs s'intéressent à notre pays où ils sont prêts à placer leur argent. Là aussi, il faut avouer que nous bénéficions d'une crédibilité véritablement sans commune mesure à l'extérieur. Et pas seulement à Washington, car j'étais à Captown, en Afrique du Sud, à Perth en Australie, à Houston aux Etats-Unis et là où on a été, les investisseurs nous assurent de leur promptitude à venir chez nous. C'est une marque de confiance réellement constante et

Dans deux à trois ans, nous aurons des chances réelles de voir quelque chose de nouveau émerger

casation pour remercier les responsables de la Banque Mondiale pour le sérieux du travail fait, pour l'accueil qu'ils nous ont réservé au cours de notre mission à Washington et pour leur action à nos côtés, action qui, je pense, est capitale pour le pays.

Question: Quelles sont, Monsieur le ministre, les principaux points de la deuxième phase du projet?

Réponse: La Banque Mondiale a évalué avec nous ce projet pour environ 27 millions de dollars américains dont 18 millions acceptés en principe par elle; son Conseil d'Administration prévoit de se

Question: Pourriez-vous Monsieur le ministre avancer une date pour une nouvelle production minière?

Réponse: Vous savez, nous travaillons sur plusieurs dossiers, il y a le phosphate qui est un projet très lourd et très lent et qui nous prendra beaucoup de temps, on essaie de travailler sur le cuivre avec pour objectif de remettre en route la mine d'Akjoujt, on essaie d'avancer sur le diamant avec nos partenaires étrangers et c'est là aussi un

très remarquable. Evidemment, c'est le résultat, d'abord de la politique de stabilité et de sécurité appliquée dans le pays, mais aussi le fruit de l'effort de tous, notamment l'ouverture, l'hospitalité et la tolérance de la population, et l'esprit d'écoute très développé de notre peuple vis-à-vis des autres. Ce sont des valeurs que nous partageons tous, et qui font que nous avons, je le pense, de très bons jours devant nous.

Entretien réalisé
par Maarouf Ould Ouadaa